

ÉDUCATION : DÉRÉGULATION, LIBÉRALISME, IDÉOLOGIE RÉACTIONNAIRE

Dans le secteur de l'Éducation Nationale, comme dans les autres secteurs, le gouvernement est à l'offensive !

On connaît l'orientation et les inspirateurs du nouveau ministre JM Blanquer. Recteur de Créteil puis directeur de la DGESCO du ministère sous Sarkozy, il a accompagné et mis en œuvre la politique de suppression de postes et de casse de la formation des enseignants. Proche de l'Institut Montaigne, il dénonce l'égalitarisme parce qu'il veut mettre à mal le projet d'une école de l'égalité des droits et de la réussite pour toutes et tous.

Il a commencé en promettant le dédoublement de plus de 5000 classes dès septembre 2017. Annonce faite sans concertation avec les personnels, les collectivités, ni même avec les cadres de sa propre administration. Finalement, ce sont tout juste 2500 classes de CP d'écoles classées en éducation prioritaire qui sont dédoublées à cette rentrée, sans moyens humains ni matériels pour en assurer le bon fonctionnement.

Dans la foulée, le ministère annonçait l'assouplissement de deux réformes du précédent quinquennat, celles des rythmes scolaires et du collège. Deux réformes combattues par la CGT Educ'action et loin de répondre aux besoins et aux attentes des personnels, des familles et des élèves. Pourtant, il est difficile de se réjouir de ces assouplissements car ils laissent en place les outils de dérégulation qui creusent les inégalités territoriales et sociales.

La part de ventilation des horaires disciplinaires laissée aux établissements met les disciplines et les collèges en concurrence, alors que les moyens devraient être donnés pour combattre les inégalités en progression.

Pour les rythmes scolaires, l'assouplissement amplifie la désorganisation du temps scolaire pour les élèves, leurs familles et les personnels. Une fois encore la différence de traitement et de gestion de tous ces ajustements successifs pénalisent les communes les plus pauvres.

L'ancienne ministre avait promis une nouvelle carte des lycées en éducation prioritaire, conformément aux demandes des personnels de ces lycées en lutte pendant plusieurs mois. La baisse des effectifs par classe est nécessaire partout mais elle est tout à fait indispensable pour compenser les effets des inégalités sociales. Aujourd'hui, avec la hausse démographique, les élèves sont jusqu'à 35 en seconde générale et technologique.

Pour la voie professionnelle, aucune surprise, le ministre veut la valoriser... C'est ce qu'ont dit tous les ministres depuis des décennies ! Résultat : baisse du nombre d'années de formation, fermetures de filières, incitation de plus en plus forte à intégrer les voies générales et technologiques, mise en concurrence avec l'apprentissage...

Ses prédécesseurs ayant mis en place tous les outils de dérégulation : campus des métiers, mixité des publics élèves/apprentis, remise en cause de qualifications, le ministre n'a plus qu'à achever la dérégulation de la voie professionnelle du lycée. Il y a pourtant fort à faire là aussi pour mettre en place réellement l'égalité des trois voies du lycée...

Au début du mois de septembre sur 6 000 bacheliers non-affectés dans le supérieur pour poursuivre



leurs études, 400 avaient un bac général (pour 300 000 dossiers), 1500 avait un bac technologique (pour 110 000 dossiers), 2500 un bac professionnel (pour 85 000 dossiers) !

Le gouvernement annonce des réformes du bac, de 1^{er} cycle post bac et de la formation professionnelle pour cette année scolaire. Tout laisse à craindre que celles-ci se fassent à marche forcée, sans concertation ou plutôt avec quelques réunions sans négociation et hyper médiatisées, et dans une logique libérale.

Alors que nous réclamons plus de justice sociale et une juste répartition des richesses, les ordonnances sur le code du travail, la baisse des APL et de l'ISF, indiquent clairement l'orientation politique de ce gouvernement qui a choisi de prendre aux salariés et aux plus pauvres pour redistribuer aux plus riches et aux actionnaires.